

## ENVIRONNEMENT

# Bien gérer le Bassin du Congo : un des buts de l'Association Vert'Africa

De gauche à droite : A. D. Mianzenza, R. Maubrey, A. Gamassa et J. Bakouma.



Samedi 17 mai 2008, l'Association Vert'Africa a organisé une Table ronde sur « La gestion du bassin du Congo » dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, plus précisément à la Maison des Associations. Animée par des éminentes compétences en la matière, la Table ronde a révélé des problèmes qui poussent à la réflexion dans le rapport Bassin du Congo/Réchauffement climatique de la planète.

Des interventions faites respectivement par le directeur du Centre d'études stratégiques du Bassin du Congo, le professeur **Aimé Dieudonné Mianzenza** sur « La notion de développement durable dans la civilisation bantou », **Régis Maubrey** sur « l'importance environnementale du Bassin du Congo à l'échelle planétaire : enjeux et importance d'une politique environnementale durable pour la région » et **Jean Bakouma**, docteur ès Sciences économiques, consultant international en économie forestière pour WWF qui a exposé sur « la gestion concertée de la forêt du Bassin du Congo ».

Le Docteur **Aimé Dieudonné Mianzenza** a révélé que le concept de développement durable que nous semblons emprunter à la littérature scientifique occidentale, a bel et bien existé et fait partie de la coutume bantou. Le respect de l'environnement n'est pas un concept étranger à la culture africaine. Et l'orateur de démontrer brillamment que nous

avons dans le temps passé des forêts sacrées interdites d'entrée pendant une certaine période pour y effectuer des activités de cueillette ou agricoles. Souvent celles-ci étaient réglementées. On pouvait par exemple y entrer pour ne cueillir que certains types de légumes. Et tous ces interdits entraînent dans le cadre du respect de la nature pour un développement durable programmé.

De son côté, **Régis Maubrey**, responsable de *Greenway International* qui est un Cabinet conseil en environnement et Développement durable, a rappelé qu'il était en mission en Afrique centrale et plus précisément à Brazzaville en 1994 pour la formation des managers des zones protégées du Bassin du Congo. Pour lui, il faut un programme de soutien de la biodiversité. Forêt, faune et flore doivent être gérées à bon escient en engageant les populations dans l'utilisation des ressources (écotourisme, infrastructures, gestion des sites). Pour **Maubrey**, il faut qu'il y ait une délimitation des territoires qui doit être le travail des scientifiques pour un véritable développement durable car l'importance de la gestion des forêts dans le changement climatique est manifeste.

**Jean Bakouma** a insisté sur le respect des légalités des pays, les produits de l'exploitation du bois devant profiter aussi aux populations. Pour lui, les pays d'Afrique doivent modifier leur politique de forêt en instituant le Code forestier. Et dans ce domaine, c'est le Cameroun qui a commencé à mettre en œuvre cette politique forestière, suivi du Congo et du Gabon, et cela au niveau du COMIFAC basée à Yaoundé. Mais se pose le problème de financement pour le fonctionnement de l'institution car les Etats qui devraient cotiser, ne le font presque pas. Dans ces pays, la forêt apparaît comme la deuxième ressource après le pétrole et elle constitue

un bassin d'emplois pour les populations. Aussi dans cette intervention, **Jean Bakouma** a rappelé l'interdépendance qui existe entre politique agricole et politique forestière, interdépendance que les dirigeants des pays du Bassin du Congo doivent prendre en compte pour la vie des populations. Eviter la coupure illégale du bois, exiger sa légalité en instituant une certification fondée sur la solidarité Nord-Sud, tels sont les points sur lesquels doit se fonder la politique du bois dans le Bassin du Congo.

Les trois exposés qui ont soulevé pas mal de questions pertinentes au niveau de la Table ronde, ont été suivis de la projection d'un documentaire sur la pollution des mangroves du Bassin du Congo par l'exploitation du pétrole au niveau de Pointe Noire. Cet élément visuel réalisé par docteur **Alain Gamassa**, président d'une Association similaire à Vert'Africa, fait partie des instruments didactiques pour la préservation des côtes du Golfe de Guinée dont le littoral est « ravagé » par le pétrole.

A la fin de la table ronde, la présidente de Vert'Africa, **Galia Kodja**, à qui nous avons demandé le but fondamental de l'Association, nous a éclairés en spécifiant que « le but de l'Association Vert'Africa est d'œuvrer à la protection et à l'amélioration de la qualité de l'environnement africain. Avec ce qui se passe dans la région du Bassin du Congo en ce qui concerne la saccage des forêts au Cameroun, au Gabon et dans les deux Congo, on ne peut que s'inquiéter de l'environnement dans cette partie du continent. Mais notre objectif principal est d'aider à la protection de l'environnement en faisant prendre conscience aux populations africaines tous les enjeux liés aux problèmes environnementaux ».

**Noël KODIA**

Mel : [vertafrica@yahoo.fr](mailto:vertafrica@yahoo.fr)



Galia Kodja, présidente de Vert'Africa